

réflexions

par Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

L'atoll Ducie névoque probablement aucune image bien précise pour la plupart des lecteurs de Notre planète. Pourtant, cette minuscule terre inhabitée située à l'extrémité d'un archipel du Pacifique peut illustrer à lui seul les défis d'une gestion durable des mers et des océans. Il y a de cela quelques années, des scientifiques dressant l'inventaire de nouvelles espèces sur l'île voisine de Pitcairn, poussés par la curiosité, se sont rendus sur cet atoll. Là, au cours d'une promenade matinale, ils ont recensé près d'un millier d'articles mis au rebut, parmi lesquels de vieux casiers à pain, des sacs plastiques, un ballon de football crevé, des boîtes de conserve, et deux voitures miniatures.

Ce butin peu engageant, ramassé à près de 6 000 km du continent le plus proche, témoigne déjà d'un sérieux problème. Pourtant, ce qui est plus alarmant, c'est la pollution souvent invisible et la surexploitation chronique des ressources halieutiques. Il y a quelques mois est paru le 4^{ème} rapport de la série L'Avenir de l'environnement mondial (GEO-4), lancé par le PNUE en 1987 dans le sillage du rapport de la Commission Brundtland. GEO-4 dresse un bilan mitigé de l'action menée ces 20 dernières années, notamment en faveur du milieu marin. En 1987, 15 % des pêcheries dans le monde étaient devenues inexploitable; elles sont aujourd'hui 30 %. Il y a 20 ans, un cinquième des stocks de poissons étaient surexploités; aujourd'hui, ils sont 40 % dans ce cas. En 2004, on comptait 149 zones mortes. Les zones mortes sont de vastes étendues d'eau désoxygénée, soit en certaines saisons, soit en permanence. De nouvelles évaluations portent ce total à 200.

Le cas de l'atoll Ducie et l'existence de zones mortes mettent en évidence une autre réalité : pour redonner santé et productivité aux mers et aux océans, il faudra que la communauté internationale tienne compte du lien entre les activités terrestres et leur impact sur le monde marin, car tous les déchets migrent inévitablement vers les eaux côtières - eaux d'égouts, déchets, résidus d'engrais et sédiments, sans compter les produits chimiques et même les matières nucléaires. Les scientifiques s'inquiètent aussi de l'acidification des océans sous l'effet des gaz à effet de serre, en particulier le dioxyde de carbone, qui affectent les coraux et crustacés et, par leur biais, toute la chaîne alimentaire.

Au nombre des actions internationales axées sur la gestion du milieu marin, on citera le Programme pour les mers régionales et le Programme d'action mondial du PNUE. Dans ce cadre, plus de 60 pays – dont le Bangladesh, la Barbade, le Costa Rica, l'Inde et les Philippines – ont élaboré des programmes d'action qui ont conduit, pour la plupart, à une révision des lois afférentes au littoral, aux ressources en eau et à la gestion intégrée des zones côtières, voire à l'adoption de nouvelles lois. La remise en état des écosystèmes côtiers tels que les mangroves a été engagée dans plusieurs pays (Bangladesh, Inde, Nigéria, Sri Lanka). La désignation de zones marines protégées, mode de gestion privilégié, s'accélère, après un timide départ. C'est ainsi que, au cours des cinq dernières années, le Mexique a créé de vastes zones protégées.

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



Les bienfaits économiques d'une telle démarche ne sont pas négligeables. A Fidji, la désignation de zones interdites à la pêche et une amélioration de la gestion du milieu marin se sont accompagnées d'un accroissement des populations de homards des mangroves de 250 % par an, et de 120 % dans les eaux adjacentes. Dans le même temps, la gestion intégrée des zones côtières et des bassins hydrographiques se généralise, avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). C'est ainsi que la gestion intégrée des ressources biologiques partagées se développe dans la région des Caraïbes. Cette démarche donne d'excellents résultats. Par ailleurs, il y a aussi lieu de se réjouir des mesures prises par l'Organisation mondiale du commerce, s'agissant des subventions à la pêche. Mais, comme conclut GEO-4, si l'action multilatérale a permis d'aplanir bien des difficultés dans la voie du développement durable, y compris celui du milieu marin, nous n'avons pas encore su répondre à l'ampleur du défi, ni suivre le rythme du changement.

La création de partenariats entre l'ONU, les gouvernements, les entreprises, la société civile et les citoyens apportera peut-être une partie de la réponse. On notera, à cet égard, que les travaux entrepris dans le cadre du Programme d'action mondial ont été avalisés par les représentants de l'industrie, y compris les travaux dans le domaine du dragage et des installations portuaires. Une autre partie de la réponse viendra des activités de surveillance, et aussi du respect et de l'application des lois, qui doivent être appuyés par des ressources suffisantes pour être pleinement efficaces.

Le maillon manquant, c'est la dimension économique. Nous devons apprendre à considérer les écosystèmes marins à leur juste valeur et à en protéger l'énorme potentiel de revenus. En effet, on a parfois tendance à ignorer ces bienfaits économiques. Prenons, par exemple, le poisson perroquet. Au Kenya, la Réserve marine de Watamu est un pôle d'attraction pour les touristes désireux de faire l'expérience de sa mer d'un bleu profond et de son sable d'un blanc éblouissant. Selon le naturaliste Richard Bennet, les poissons perroquets qui grignotent les coraux produisent un kilogramme de sable fin chaque jour. Supposez un instant que les poissons perroquets disparaissent sous l'effet de la pollution et de la surpêche, et vous pourrez alors dire adieu à l'attrait des organismes marins et, par la même occasion, adieu au tourisme et aux bénéfices économiques résultant des rentrées de devises étrangères.

Photo de couverture © SHINICHI EGUCHI/ amana images/ Gallo Images/ Getty Images. Complexe, magnifique, impressionnant et pourtant fragile, l'environnement marin constitue le thème de ce numéro. Vue de l'espace, la Terre possède la couleur bleue des océans qui couvrent environ 71 % de sa surface et abritent une vaste proportion des animaux et des plantes qui la peuplent. Mais la pollution, le réchauffement global et le dépérissement des espèces soumettent les mers et les océans du globe, de l'Antarctique aux Caraïbes, à une pression croissante. La préservation de leurs délicats écosystèmes est essentielle pour inverser le déclin écologique de la planète.